

La réforme des systèmes éducatifs islamiques : la Tunisie

Mohamed Charfi

La réforme des systèmes éducatifs du monde musulman fait l'objet d'un débat qui a pris une dimension internationale depuis que le gouvernement des Etats-Unis a publié son projet de réforme portant sur « Le Grand Moyen Orient ». Outre la nécessité de démocratiser les régimes politiques de la région, l'idée à la base de ce projet est que, dans les pays musulmans, les écoles enseignent le fanatisme religieux et font l'apologie de la violence, sous couvert d'enseignement du djihad. Ce projet a été fortement critiqué par des intellectuels et des Etats arabes car, disent-ils, il émane d'une grande puissance qui s'est distinguée ces dernières années par son hostilité au monde musulman à travers notamment l'invasion de l'Irak sur la base de faux prétextes et le soutien inconditionnel à la politique expansionniste d'Israël. L'Etat qui adopte une telle politique est trop mal placé pour donner des leçons de pacifisme ou des « conseils d'amis ». Pour cela, le projet a été rejeté en tant qu'immixtion intolérable dans les affaires intérieures d'Etats souverains.

Mais l'idée a été reprise, amendée, présentée autrement et adoptée par une organisation internationale, l'OCDE. Celle-ci a adopté une attitude nuancée sur le drame du peuple palestinien, a rappelé la contribution du monde arabe à la civilisation universelle et a décidé une politique d'encouragement à la réforme du système éducatif des pays de la région. Les reproches d'unilatéralisme, d'arrogance et d'hostilité exprimés à l'égard de la démarche américaine ont été pris en compte. Du coup, les propositions de réforme ne peuvent plus faire l'objet d'un rejet pour des questions de forme ou de principe. C'est aujourd'hui une exigence internationale qui doit être prise en considération. D'autant plus que, d'une part, les intellectuels démocrates arabes réclament une telle réforme depuis longtemps, et, d'autre part, un pays au moins, la Tunisie, a déjà effectué depuis plusieurs années une révision profonde de son système éducatif allant dans ce sens.

La revendication de réformer l'école date du début de la renaissance arabe au XIX^{ème} siècle. Les efforts de Mohamed Ali en Egypte ou de Khéreddine en Tunisie allaient déjà dans ce sens, comme les écrits de l'égyptien Rifa'a El Tahtaoui (début du XIX^{ème} siècle) ou du tunisien Abdelaziz Thaalbi (début du XX^{ème}).

En outre, récemment, en 2002, le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le monde arabe, rapport portant principalement sur le savoir et le développement scientifique, élaboré par une équipe d'experts arabes dont il est difficile de contester la compétence ou l'objectivité, a raisonné comme une sonnette d'alarme sur l'état de l'enseignement dans le monde arabe. Avec l'Afrique subsaharienne, celle-ci est une des régions qui accusent le plus grand retard en matière d'éducation sur le double plan quantitatif – taux d'analphabétisme encore très élevé, taux de lecture très faible – et qualitatif, car le niveau de l'enseignement est trop bas et les méthodes sont archaïques.

C'est exactement à ces défauts que la Tunisie s'est attaquée dans la réforme entreprise à partir de 1989 qui a apporté deux innovations essentielles : un changement radical de méthode et une réorientation des valeurs véhiculées par le système éducatif.

Dans la plupart des pays musulmans, les écoles ont gardé les traces des anciens kouttebs où les enfants étaient amenés à apprendre par cœur de longs textes dont ils ne comprenaient pas le sens. Les programmes étaient surchargés de matières et la mémoire

des apprenants fortement sollicitée.

Le premier changement opéré par la réforme tunisienne concerne la méthode. Comme cela est admis dans tous les pays avancés, une tête bien faite est préférable à une tête bien pleine. Les élèves sont donc appelés à comprendre, à s'interroger, à réfléchir. L'essentiel pour eux est donc l'initiation à la découverte personnelle. Il leur faut éviter les recettes toutes faites et apprendre à apprendre.

Cela concerne l'initiation aux sciences de la nature, de la matière et de la vie. Mais cela concerne aussi les faits sociaux et humains. Dans toutes les écoles du monde, dès leur jeune âge, les enfants reçoivent des enseignements relatifs à leur société et aux rapports de celle-ci avec les autres. Or, aussi bien dans ce domaine de la connaissance de soi que dans celui de la connaissance des autres, il faut aussi habituer les enfants à exercer leur esprit critique. Ainsi, les leçons d'histoire ne seront plus des séances d'autosatisfaction et de narcissisme et les civilisations des autres seront présentées avec objectivité et compréhension. Ainsi l'enfant peut être élevé dans l'amour

Les Etats musulmans doivent réformer leur système éducatif pour l'adapter à la modernité

de sa patrie, mais sans passion aveuglante. Il pourra être un citoyen actif et lucide et il pourra œuvrer pour une bonne entente entre sa société et les autres.

Parallèlement à ce changement de méthode, la réforme tunisienne a prévu d'élargir considérablement la culture générale des enfants, notamment dans le cycle secondaire, par l'introduction d'une initiation aux littératures et civilisations étrangères et par un programme de philosophie, à la classe terminale de ce cycle, englobant à la fois la philosophie islamique et les grands courants philosophiques internationaux, historiques et actuels.

Pour généraliser l'application de cette règle, il a fallu retarder l'orientation des élèves dans les différentes sections spécialisées afin d'assurer à tous l'acquisition préalable d'un minimum de culture générale.

Il va sans dire que, pour rendre effectives ces nouvelles orientations, il a fallu réviser les manuels scolaires et entamer un énorme effort de recyclage des enseignants de tous les niveaux. Cette révision devait tendre aussi à la libéralisation du système éducatif.

Un des objectifs fondamentaux du système éducatif est la formation du futur citoyen, l'intégration dans leur société. Il en est ainsi dans la plupart des régions du monde... sauf dans les pays musulmans où l'on enseigne tout le contraire des règles qui ont cours dans la vie sociale réelle. Les exemples de cette contradiction sont nombreux :

– A l'école, l'enfant apprend que le prêt à intérêt est interdit. Plus tard, il découvrira que toute l'économie du pays est liée au système bancaire, lui-même fondé sur le prêt à intérêt.

– A l'école, on enseigne que le seul régime politique légitime est celui du califat ; alors que ce système a été aboli depuis 80 ans.

– A l'école on apprend que le djihad est une obligation religieuse tendant à instaurer partout des régimes islamiques alors que la politique des Etats actuels est fondée sur la coexistence pacifique et la coopération internationale.

– La règle enseignée à l'école est que le pouvoir d'élaborer la loi appartient aux ulémas, docteurs de la religion, alors que, de nos jours, les lois civiles, commerciales, pénales... sont élaborées par un législateur moderne selon des principes nouveaux.

– L'école continue de véhiculer des valeurs patriarcales correspondant à une société où la femme est ignorante, cloîtrée à la maison et soumise à son père ou à son mari ; alors que de nos jours les filles sont scolarisées, les femmes ont envahi le marché du travail et la famille est en pleine mutation.

Bref, au lieu de préparer les enfants à vivre dans leur société, on en fait des schizophrènes, des individus imbus d'un système théorique et idéalisé et vivant une réalité sociale opposée à l'idéal. Ils auront le choix entre s'accrocher à l'idéal pour devenir intégriste plus ou moins violents ; ou bien, tenir compte de la réalité avec le risque de sacrifier l'idéal, et du coup tous les idéaux, ce qui les amènera à verser dans l'opportunisme et peut-être la déviance.

La réforme tunisienne de l'éducation, commencée en 1989 et légalisée en 1991 puis en 2002, a eu pour objet de mettre les pendules à l'heure. Tous les archaïsmes qui viennent d'être cités, et bien d'autres et qui sont hérités du droit musulman classique sont abandonnés. A la place, sont enseignés les nouveaux ijtihads, efforts doctrinaux fournis par les penseurs musulmans modernes qui ont démontré que le droit musulman pouvait évoluer pour s'adapter à la liberté et

à la modernité sur la base de nouvelles interprétations des textes sacrés, le Coran et les hadiths sûrs. Les nouveaux programmes de philosophie, d'histoire, d'éducation religieuse et d'éducation civique tendent à enraciner chez les enfants, les valeurs de liberté et d'égalité.

La non discrimination à raison du sexe n'est pas seulement enseignée ; l'école doit en outre la pratiquer. On sait à quel point l'apartheid entre les garçons et les filles habitue les enfants à une différenciation de statut et donc de droits et d'obligations ; autant dire le maintien de la femme dans une position

sociale et juridique inférieur ; ce qui est contraire à la politique adoptée en Tunisie depuis l'indépendance. On sait aussi que cet apartheid a un effet néfaste sur la psychologie des enfants. Il est donc plus sain d'adopter la mixité à l'école. Ce principe a été posé et son application généralisée à toutes les régions et à tous les niveaux de l'enseignement.

Ainsi, l'école tunisienne prépare les enfants à l'intégration dans la société du XXI^{ème} siècle. A la vérité, les réalités sociales et politiques ont évolué, à des degrés divers, dans tous les pays musulmans. En Egypte ou au Pakistan, il y a bien des élections et des parlements qui légifèrent. Au Maroc, des réformes ont été apportées au droit classique de la famille. Même en Arabie saoudite, il y a un système bancaire fondé sur un prêt à intérêt plus ou moins camouflé. Tous les Etats musulmans sont donc appelés à réformer leur système éducatif pour l'adapter à la modernité. Une telle réforme ne pourra que les aider à accomplir une autre réforme aussi importante, sinon plus, la démocratisation dont les peuples ont grandement besoin et que les élites réclament depuis longtemps. ■

Changement de méthode et réorientation des valeurs, voici les innovations de la réforme à Tunis